

## ÉLEVAGE

# Congrès Alterbiotique : un consommateur qui compte !

Répondre aux demandes sociétales est un enjeu capital pour l'avenir des filières animales, a révélé la 3<sup>e</sup> édition du congrès national Alterbiotique. Travailler de manière collective et miser sur la transparence ont été identifiés comme deux facteurs clés de succès.

**F**ini le consommateur, bienvenue au "consomm'acteur" ! Lors de la 3<sup>e</sup> édition du congrès national Alterbiotique qui s'est déroulée en région nantaise les 6 et 7 novembre, le consommateur est apparu comme un interlocuteur clé pour décider des orientations stratégiques des filières d'élevage. « La 3<sup>e</sup> révolution agricole est commerciale. Aujourd'hui, il faut parler de la fourchette à la fourche », a affirmé Jean-Marie Séronie, ingénieur agronome et agroéconomiste. Dans ce contexte, il faut jouer collectif. La recherche l'a compris. « À l'Anses<sup>1</sup>, au milieu des années 2000, nos équipes ont travaillé sur l'élevage de volailles en cages aménagées. Beaucoup d'éleveurs se sont équipés en 2012. Dès 2013-2014, nous avons constaté que ce mode d'élevage était vraisemblablement, à terme, condamné par la demande sociétale, a expliqué Gilles Salvat, directeur général délégué en charge de la recherche et de la référence à l'agence. Cela veut dire que les programmes de recherche doivent être faits en étroite concertation avec les associations de protection animale. » Mais répondre à la demande sociétale n'est pas toujours facile. Par exemple, le risque *Campylobacter* est majoré dans les élevages de volailles sur parcours : les animaux ont plus de chance d'être exposés à la bactérie du fait d'une durée d'élevage plus longue, d'autant que la

flore des animaux âgés permet plus facilement son implantation. Conséquence : il faut trouver de nouvelles solutions techniques, ce que fait l'Anses, qui s'attelle au développement un vaccin... non sans soulever la question de son coût : *Campylobacter* n'étant pathogène que pour l'être humain, qui va payer ?

### « La culture de la transparence »

Répondre aux demandes sociétales, comme offrir un accès au plein air, ne suffit pas : encore faut-il prouver que c'est effectivement le cas ! Il y a, par exemple, la solution des chaînes YouTube, comme l'a signalé Hervé Pillaud, agriculteur et membre du Conseil national du numérique. Pour lui, les photos « supermarketées » sont dépassées, car le consommateur est à la recherche du « naturel » et de messages « honnêtes ». « Je pense que le plus grand vecteur de communication sera le produit. C'est pour cela que l'on se dirige de plus en plus vers le "passeport" du produit, c'est-à-dire qu'il va falloir agréger les données de l'animal jusqu'à l'assiette », permettant au consommateur « d'obtenir une assurance totale de ce qu'il y a dans son assiette ». Cette « culture de la transparence » qu'il dit observer et qu'il encourage, a ses limites. Abordant l'étiquetage "sans antibiotiques", Jean-Yves Gauchot, vétérinaire et président de la Fédération des

## « LE BIEN-ÊTRE ANIMAL EST UNE SCIENCE »

« Le bien-être animal nous lance des défis. L'un d'entre eux est la réponse à donner à une attente sociétale qui repose trop souvent sur des idéaux de liberté, qui malheureusement ne sont pas synonymes de bien-être ». Lors du congrès Alterbiotique, Déborah Temple, vétérinaire enseignante à l'école vétérinaire de l'université autonome de Barcelone (Espagne), a battu en brèche quelques idées reçues, en citant deux études. Dans la première, des chercheurs canadiens ont suivi des vaches laitières qui pouvaient sortir ou pas à l'extérieur. « Elles choisissaient d'aller dehors durant la nuit après la traite, mais ce qui est surprenant, dans la journée et à partir de 7 heures du matin, est qu'elles préféraient rester dans leurs logettes ». Le stress thermique en serait une des raisons. Deuxième étude, celle-ci sur les poules. Plusieurs travaux de recherche récents, dans lesquels les poules ont été suivies au moyen de GPS, ont montré que « seulement 20 % d'entre elles sortaient tous les jours, et elles préféraient rester à moins de 5 m de leur poulailler ». En cause : le picage et la mortalité liée aux prédateurs. « Je ne dis pas que les animaux ne doivent pas avoir accès à l'extérieur, au contraire, mais le bien-être animal n'est pas synonyme d'un système, du plein air (...). Il n'est pas une politique, mais avant tout une science, et comme telle, l'information doit être transmise de manière rigoureuse et objective ».

syndicats vétérinaires de France, a été direct : « Cet étiquetage est stigmatisant, malhonnête intellectuellement. À qui profite le crime ? Est-ce une tromperie de consommateur, voire une maltraitance de l'animal ? On se laisse manipuler par la grande distribution, qui a de l'appétence pour vendre certains produits autour du bien-être animal, c'est à nous, vétérinaires, avec les éleveurs, de montrer le chemin sur le sujet. » Il rappelle ainsi que pour les vétérinaires, et la Direction générale de l'alimentation, c'est le mésusage qu'il est nécessaire de combattre et non leur usage, les antibiotiques étant aussi un outil de bien-être animal. « La difficulté que l'on a, est la position de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes », qui ne voit pas d'opposition réglementaire à ce mode d'étiquetage. ●

TANIT HALFON

<sup>1</sup> Agence nationale de sécurité sanitaire.



Les deux jours du congrès national Alterbiotique ont réuni près de 500 personnes.